

# Modeluxe : un modèle d'exploitation

Les salariés d'une blanchisserie sont en grève pour soutenir des collègues sans papiers. Traités en esclave durant des années, ils sont menacés de licenciement.

C'est autour d'un feu, à côté de l'usine où ils n'ont plus le droit d'entrer, que les employés de la blanchisserie industrielle Modeluxe, à Chilly-Mazarin (Essone), se passent le relais pour occuper les locaux. Depuis une semaine, ils sont en grève. La quasi-totalité des 160 salariés, dont la plupart sont originaires du Mali, ont cessé le travail en solidarité avec 22 travailleurs sans papiers qui doivent se faire licencier, alors qu'ils sont exploités par l'entreprise depuis des années.

Des camions vont et viennent qui transportent déjà le linge vers d'autres centres de stockage. Pour permettre ce déplacements, la direction de la blanchisserie, qui appartient à sunlight, une filiale du groupe anglais Davies, a embauché des agents de sécurité. Ces derniers, le sourire aux lèvres, accompagnés de chiens, empêchent les travailleurs de réquisitionner leurs moyens de production. La lutte est inégale.

« **Ne leur parle pas, ils ne sont pas de notre côté** », fustige Boubacar, quand un de ses camarades veut expliquer les raisons de leur combat aux gardes qui sont eux aussi d'origine étrangère. Il raconte : « Tout le monde est contre nous. Ce matin, c'est la police nationale elle-même qui est venue pour permettre aux camions de rentrer dans l'usine. Ils ont ensuite baissé le rideau de la blanchisserie pour nous empêcher d'y entrer. » C'est l'injustice qui continue. Comme l'explique Raymond Chauveau, de la CGT de Massy : « La direction les a embauchés et exploités en toute connaissance de cause, et la préfecture a autorisé la poursuite de leur contrat de travail en décembre 2004, mais sans leur octroyer de titre de séjour. Aujourd'hui, la direction veut s'en débarrasser. »

Tout a commencé le 13 décembre 2004 avec un contrôle de police favorisé par la direction. L'opération échoue grâce à l'aide des syndiqués de l'entreprise. Deux clandestins sont quand même déférés devant le juge, puis libérés, et ils réintègrent l'entreprise. Des contacts sont pris avec la préfecture, qui, en 2005, établit la liste des 42 salariés en situation irrégulière. L'espoir naît alors d'une régularisation pour ces travailleurs qui cotisent et paient leurs impôts. Mais deux personnes seulement ont, depuis, reçu une carte de séjour temporaire. Les sans-papiers ne sont plus

maintenant qu'une vingtaine, les autres sont partis, lassés, ou ont été expulsés.

Alors que les grévistes essaient de redonner de la force à un feu qui s'amenuise peu à peu sous la pluie inondant la zone industrielle de la Vigne-aux-Loups, le préfet, lui, est parti en vacances et ne répondra pas à nos questions. Il faut croire qu'on n'a pas les mêmes préoccupations quand on appartient à des classes si différentes de la société. La lutte des classes, pour les grévistes de Modeluxe n'est pas une interrogation théorique mais la réalité même de leur quotidien. « Les travailleurs immigrés sont la dernière variable d'ajustement structurel de l'économie capitaliste. Après eux, c'est l'esclavage. Ils sont un secteur essentiel de l'économie, et quasiment toutes les entreprises ont une composante immigrée », explique Raymond Chauveau. Leur emploi permet en effet de tirer un profit maximal de leur force de travail. « Nous travaillons jusqu'à 50 heures par semaine en comptant les heures supplémentaires pour un salaire de 1 000 euros par mois », précise un des sans-papiers.

**Quant au rôle de l'Etat**, son engagement dans la lutte se fait en faveur des dominants, comme en témoigne l'utilisation du pouvoir discrétionnaire par le préfet pour autoriser le travail de ces personnes, ou encore l'intervention de la police pour casser la grève. En outre, l'ordonnance du tribunal de grande instance d'Ivry pour contraindre les grévistes à reprendre le travail n'est pas allé à contre-sens. « Toutes les autorités sont contre nous, il ne manque plus que l'armée », ironise le syndicaliste. Au plan matériel et économique, la lutte est donc implacable. Elle l'est également au niveau idéologique et politique. En effet, l'utilisation de la main d'œuvre immigrée permet non seulement de susciter la division parmi les classes exploitées, mais aussi de détourner la révolte contre les dominants vers les pulsions racistes et nationalistes.

Devant les moyens mis en œuvre pour faire échouer la grève, la CGT a décidé de cacher les sans-papiers afin de les protéger d'éventuelles expulsions. Et, même si le travail devait reprendre prochainement, le syndicat est prêt à « aller jusqu'au bout » pour la régularisation et le retour à l'emploi de ces quasi-esclaves.

Jean-Baptiste Quiot  
Politis 12/10/06